
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 25

Bill No. 25

Loi modifiant le Code des professions
et d'autres dispositions législatives

An Act to amend the Professional
Code and other legislation

Première lecture

First reading

M. MORIN (Sauvé)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

Projet de loi n° 25

Loi modifiant le Code des professions
et d'autres dispositions législatives

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 20 du Code des professions (1973, chapitre 43), modifié par l'article 4 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « Dès son élection, le président du Conseil cesse d'être le représentant de sa corporation et celle-ci lui désigne un remplaçant. »

2. L'article 51 dudit Code, modifié par l'article 4 du chapitre 80 des lois de 1975, est remplacé par les suivants:

« **51.** Le Bureau d'une corporation peut ordonner l'examen médical d'une personne qui est membre de cette corporation ou qui demande son inscription au tableau lorsqu'il a des raisons de croire que cette personne présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession.

« **51 a.** L'examen médical requis par le Bureau est effectué par trois

Bill No. 25

An Act to amend the Professional
Code and other legislation

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 20 of the Professional Code (1973, chapter 43), amended by section 4 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the second paragraph the following: "Upon his election, the chairman of the Council ceases to be the representative of his corporation, which shall designate a substitute for him."

2. Section 51 of the said Code, amended by section 4 of chapter 80 of the statutes of 1975, is replaced by the following sections:

« **51.** The Bureau of a corporation may order the medical examination of a person who is a member of such corporation or who applies for entry on the roll where it has reason to believe his physical or mental condition is incompatible with the practice of his profession.

« **51 a.** The physical examination required by the Bureau shall be carried

NOTES EXPLICATIVES

Les articles 1 à 11 de ce projet concernent le Code des professions, les articles 12 à 20 la Loi du Barreau, les articles 21 à 24 la Loi du notariat, les articles 25 à 27 la Loi médicale, l'article 28 la Loi sur la denturologie, l'article 29 la Loi sur la pharmacie et l'article 30 la Loi des arpenteurs-géomètres. Les articles 31 et 32 ont trait à l'ensemble du projet.

L'article 1 de ce projet prévoit que, dès son élection, le président du Conseil interprofessionnel du Québec cesse d'y être le représentant de sa corporation professionnelle et que celle-ci lui désigne un remplaçant.

L'article 2 précise la procédure permettant au Bureau d'une corporation professionnelle de limiter le droit d'exercice d'un professionnel en raison de son état de santé, en facilitant la désignation des médecins chargés d'évaluer cet état de santé et en modifiant la portée des décisions du Bureau d'une corporation professionnelle à cet égard.

Les articles 3 et 4 sont de concordance respectivement avec les articles 2 et 5.

L'article 5 précise que seules les personnes qui sont membres d'une corporation professionnelle 45 jours avant la date fixée pour la clôture du

EXPLANATORY NOTES

Sections 1 to 11 of this bill concern the Professional Code, sections 12 to 20 the Bar Act, sections 21 to 24 the Notarial Act, sections 25 to 27 the Medical Act, section 28 the Denturologists Act, section 29 the Pharmacy Act and section 30 the Land Surveyors Act. Sections 31 and 32 regard the bill as a whole.

Section 1 of this bill provides that, upon his election, the chairman of the Québec Inter-professional Council ceases to be the representative of his professional corporation, and this corporation is to designate a substitute for him.

Section 2 clarifies the procedure by which the Bureau of a professional corporation may restrict a professional's right to practise because of his health, facilitates the appointment of the physicians entrusted with assessing the condition of his health, and amends the scope of the decisions of the Bureau of a professional corporation in this regard.

Sections 3 and 4 provide concordance with sections 2 and 5 respectively.

Section 5 specifies that only persons who are members of a professional corporation 45 days before the date fixed for the closing of the poll may be

médecins; l'un d'eux est désigné par le Bureau, un autre, par la personne visée et le troisième, par les deux premiers.

Si la personne visée refuse ou néglige de désigner un médecin ou d'aviser le Bureau du nom de ce médecin dans les vingt jours de la signification de l'ordre de se soumettre à un examen médical, le Bureau le désigne à sa place.

Si les deux premiers médecins refusent ou négligent d'en désigner un troisième ou d'aviser le Bureau du nom de ce médecin dans les vingt jours de la nomination du dernier d'entre eux, le Bureau le désigne à leur place.

«**51b.** L'ordre de se soumettre à un examen médical est signifié à la personne visée conformément au Code de procédure civile. Cet ordre doit indiquer les motifs de la décision du Bureau ainsi que le nom du médecin désigné par celui-ci et doit enjoindre la personne visée de désigner un médecin conformément à l'article 51a et d'aviser le Bureau du nom de ce médecin.

«**51c.** Lorsque la personne visée refuse de se soumettre à l'examen médical ou lorsqu'elle présente, d'après le rapport des trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession, le Bureau peut:

(a) si cette personne est membre de la corporation, la radier du tableau ou limiter son droit d'exercer des activités professionnelles;

(b) si cette personne n'est pas membre de la corporation, refuser de l'inscrire au tableau ou permettre qu'elle y

out by three physicians; one of these shall be designated by the Bureau, another, by the person contemplated and the third, by the first two.

If the person contemplated refuses or neglects to designate a physician or to inform the Bureau of the name of such physician within twenty days from the service of the order to submit to a medical examination, the Bureau instead of that person shall designate such physician.

If the first two physicians refuse or neglect to designate a third physician or to inform the Bureau of his name within twenty days from the appointment of the second of them, the Bureau instead of the first two physicians shall designate him.

«**51b.** The order to submit to a medical examination is served on the person contemplated in accordance with the Code of Civil Procedure. Such order must state the reasons for the decision of the Bureau and the name of the physician designated by the Bureau, and must require the person contemplated to designate a physician in accordance with section 51a and to inform the Bureau of the name of such physician.

«**51c.** Where the person contemplated refuses to submit to the medical examination or where, according to the report of the three physicians, his physical or mental condition is incompatible with the practice of his profession, the Bureau may:

(a) if such person is a member of the corporation, strike him off the roll or restrict his right to engage in professional activities;

(b) if such person is not a member of the corporation, refuse to enter him on the roll, or allow his entry on the

scrutin peuvent être candidats et voter à l'élection des administrateurs du Bureau de cette corporation.

L'article 6 prévoit que les administrateurs nommés par l'Office en vertu du Code des professions ou d'une loi constituant une corporation sont indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour selon des normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 7 prévoit que certains employés d'une corporation professionnelle ne peuvent être destitués de leurs fonctions que par un vote des deux tiers des membres du Bureau de cette corporation.

L'article 8 permet à une corporation professionnelle de nommer ses employés et d'établir les conditions de leur engagement par voie de résolution et non dans le cadre des règlements de cette corporation.

L'article 9 est de concordance avec les articles 7 et 8.

L'article 10 permet l'homologation d'une décision du comité de discipline d'une corporation professionnelle condamnant le plaignant ou l'intimé aux déboursés.

L'article 11 précise que le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de prolonger en tout ou en partie l'application des règlements des corporations professionnelles existant avant le Code des professions s'applique aux corporations professionnelles d'exercice exclusif.

L'article 12 prévoit que le bâtonnier du Québec et le vice-président du Barreau entrent en fonction à l'assemblée générale annuelle prévue à l'article 101 du Code des professions plutôt qu'à la première assemblée ordinaire du Conseil général tenue en juin.

Le paragraphe a de l'article 13 et l'article 16 sont de concordance

candidates and vote at the election of the members of the Bureau of that corporation.

Section 6 provides that the directors appointed by the Office by virtue of the Professional Code or of the incorporating act of a corporation are to be compensated for travel and living expenses according to standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 7 provides that certain employees of a professional corporation cannot be dismissed from office except by the vote of two-thirds of the members of the Bureau of that corporation.

Section 8 empowers a professional corporation to appoint its employees and to fix the conditions of their engagement by resolution rather than within the framework of its regulations.

Section 9 provides concordance with sections 7 and 8.

Section 10 permits the homologation of a decision of the committee on discipline of a professional corporation condemning the complainant or respondent to costs.

Section 11 specifies that the power of the Lieutenant-Governor in Council to prolong in whole or in part the application of those by-laws of the professional corporations which existed before the Professional Code applies to professional corporations having exclusive right to practise.

Section 12 provides that the Bâtonnier of the Province of Québec and the vice-president of the Bar are to assume office at the annual general meeting provided for in section 101 of the Professional Code, rather than at the first regular meeting of the General Council held in June.

Paragraph a of section 13 and section 16 provide concordance with

soit inscrite et limiter son droit d'exercer des activités professionnelles.

« **51d.** Une décision prise en vertu de l'article 51c est susceptible d'appel devant le Tribunal des professions, dont la décision est définitive et sans appel. Cet appel doit être interjeté dans les vingt jours de la signification, conformément au Code de procédure civile, de la décision du Bureau à la personne visée.

« **51e.** Un avis d'une décision définitive de limitation du droit d'exercice ou de radiation rendue en vertu des articles 51c ou 51d, doit être transmis aux membres de la corporation visée, conformément à l'article 174. Lorsqu'une telle décision en est une de limitation permanente du droit d'exercice ou de radiation permanente, elle doit aussi être transmise à l'Office qui en fait publier un avis dans la *Gazette officielle du Québec*. »

3. L'article 53 dudit Code est abrogé.

4. L'article 68 dudit Code, modifié par l'article 12 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'insertion dans la quatrième ligne, après le mot « corporation », des mots « ayant droit de vote ».

5. L'article 70 dudit Code, modifié par l'article 13 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **70.** Seules peuvent être candidats et voter les personnes qui étaient membres de la corporation 45 jours avant la date fixée pour la clôture du scrutin. »

roll and restrict his right to engage in professional activities.

“**51d.** A decision taken under section 51c is subject to appeal before the Professions Tribunal, whose decision is final and without appeal. Such appeal must be lodged within twenty days of the service, on the person contemplated, in accordance with the Code of Civil Procedure, of the Bureau's decision.

“**51e.** Notice of a final decision rendered under section 51c or 51d restricting the right to practice or imposing striking off the roll must be sent to the members of the corporation concerned, in accordance with section 174. Where such decision imposes a permanent restriction on the right to practise or permanent striking off the roll, it must also be sent to the Office, which shall cause a notice of it to be published in the *Gazette officielle du Québec*.”

3. Section 53 of the said Code is repealed.

4. Section 68 of the said Code, amended by section 12 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by inserting after the word “corporation” in the fourth line the words “entitled to vote”.

5. Section 70 of the said Code, amended by section 13 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

“**70.** Only the persons who were members of the corporation 45 days before the date fixed for the closing of the poll may be candidates and vote.”

avec le paragraphe 4 de l'article 4 de la Loi du Barreau.

Le paragraphe b de l'article 13 remplace dans la Loi du Barreau la désignation du code d'éthique professionnelle par celle de code de déontologie.

Les articles 14 et 15 prévoient que la période à l'intérieur de laquelle une section du Barreau doit tenir une assemblée générale annuelle et élire ses officiers et conseillers s'étend du 20 avril au 10 mai de chaque année.

L'article 17 prévoit que les conditions d'admission au Barreau d'un avocat d'une autre province sont modifiées pour accorder à ce candidat la possibilité de subir un examen portant sur les matières de compétence provinciale ou de subir l'examen régulier d'admission au Barreau.

Les articles 18 et 19 sont de concordance respectivement avec les articles 2 et 10.

L'article 20 prévoit que les poursuites autorisées par la Loi du Barreau peuvent être intentées par une section du Barreau, sur résolution de son conseil, pour des infractions commises à l'intérieur de ses limites territoriales et que les amendes perçues à la suite de ces poursuites lui sont versées.

Les articles 21 à 24 prévoient que le registre des testaments tenu par la Chambre des notaires du Québec doit contenir, en plus des testaments reçus en minute, les actes testamentaires déposés par des testateurs chez les notaires.

Les articles 25 à 27 permettent à la Corporation professionnelle des médecins du Québec de réglementer l'exercice de l'acupuncture par des personnes qui ne sont pas médecins.

L'article 28 précise qu'aucune disposition législative ne peut être interprétée de façon à empêcher le Bureau de l'Ordre des denturologistes du Québec de déterminer des normes relatives

subsection 4 of section 4 of the Bar Act.

Paragraph b of section 13 replaces the designation "code of professional ethics" in the Bar Act by "code of deontology".

Sections 14 and 15 provide that the period within which a section of the Bar must hold its annual general meeting and elect its officers and councillors extends from 20 April to 10 May each year.

Section 17 provides that the conditions on which an advocate from another province may be admitted to the Bar are amended to give him the option of taking an examination on those matters that are of provincial jurisdiction or of taking the regular examination for admission to the Bar.

Sections 18 and 19 provide concordance with sections 2 and 10 respectively.

Section 20 provides that prosecutions authorized by the Bar Act may be taken by a section of the Bar, on a resolution of its council, for offences committed within its territorial limits, and that the fines collected following such prosecutions are payable to the section.

Sections 21 to 24 provide that the register of wills kept by the Chamber of Notaries of Québec must contain, in addition to wills executed en minute, the testamentary deeds which testators have deposited with the notaries.

Sections 25 to 27 enable the Professional Corporation of Physicians of Québec to regulate the exercise of acupuncture by persons who are not physicians.

Section 28 specifies that no legislative provision may be so interpreted as to prevent the Bureau of the Order of Denturologists of Québec from determining standards respecting the ma-

6. L'article 77 dudit Code, modifié par l'article 16 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

«Les administrateurs nommés par l'Office en vertu du présent Code ou de la loi constituant une corporation le sont pour le même terme que les administrateurs élus et ils reçoivent la même rémunération, exercent les mêmes fonctions, jouissent des mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que ces derniers. Toutefois, les administrateurs nommés par l'Office sont indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour selon des normes déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.»

7. Ledit Code est modifié par l'insertion, après l'article 83, du suivant:

«**83a.** Malgré toute disposition incompatible, un vote des deux tiers des membres du Bureau est requis pour destituer de leurs fonctions le secrétaire de la corporation, le syndic, un syndic adjoint ou correspondant, un enquêteur assistant le comité d'inspection professionnelle ainsi qu'une personne visée par un règlement adopté en vertu du paragraphe *a* de l'article 92.»

8. L'article 84 dudit Code, modifié par l'article 17 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par la suppression, à la fin du paragraphe *e* du premier alinéa, des mots «dans le cadre des règlements».

9. L'article 92 dudit Code, modifié par l'article 20 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 9 du chapitre 80

6. Section 77 of the said Code, amended by section 16 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by replacing the fourth paragraph by the following:

"The directors appointed by the Office by virtue of this Code or of the incorporating act of a corporation shall be appointed for the same term as the elected directors and shall receive the same remuneration, perform the same duties, have the same powers and be subject to the same obligations as the latter. However, the directors appointed by the Office shall be compensated for travel and living expenses according to standards determined by regulation of the Lieutenant-Governor in Council."

7. The said Code is amended by inserting after section 83 the following:

"**83a.** Notwithstanding any inconsistent provision, the vote of two-thirds of the members of the Bureau is required to dismiss from office the secretary of the corporation, the syndic, an assistant or corresponding syndic, an investigator assisting the professional inspection committee and a person contemplated by a regulation adopted under paragraph *a* of section 92."

8. Section 84 of the said Code, amended by section 17 of chapter 65 of the statutes of 1974 and by section 7 of chapter 80 of the statutes of 1975, is again amended by striking out the words "within the scope of the regulations" at the end of subparagraph *e* of the first paragraph.

9. Section 92 of the said Code, amended by section 20 of chapter 65 of the statutes of 1974 and by section

à la fabrication de prothèses dentaires par un denturologiste, dans un règlement adopté conformément au Code des professions.

L'article 29 modifie les droits des assistants-pharmaciens en leur permettant de participer à l'élection des membres du Bureau de l'Ordre des pharmaciens du Québec et de voter aux assemblées de cette corporation professionnelle.

L'article 30 est de concordance avec l'article 7.

L'article 31 prévoit que les articles 2, 3 et 18 ne s'appliquent qu'à un examen médical requis après le 1^{er} septembre 1977 et que l'article 5 ne s'applique qu'à une élection dont la date de clôture du scrutin est postérieure au 31 décembre 1977.

L'article 32 prévoit que ce projet entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 12, 14, 15 et 21 à 24 qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1977.

nufacture of dental prostheses by a denturologist, in a regulation adopted in accordance with the Professional Code.

Section 29 amends the rights of the assistant pharmacist, permitting him to participate in the election of members of the Bureau of the Order of Pharmacists of Québec and to vote at meetings of such professional corporation.

Section 30 provides concordance with section 7.

Section 31 provides that sections 2, 3 and 18 apply only to a medical examination required after 1 September 1977 and that section 5 applies only to an election in which the closing date of the poll is after 31 December 1977.

Section 32 provides that this bill comes into force on the day of its sanction, with the exception of sections 12, 14, 15 and 21 to 24, which come into force on 1 September 1977.

des lois de 1975, est de nouveau modifiée par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) établir des règles concernant la conduite de ses affaires, l'administration de ses biens ainsi que la rémunération de ses membres et déterminer les postes au sein de la corporation dont les titulaires ne peuvent être destitués que conformément à l'article 83*a*;».

10. L'article 153 dudit Code est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Une décision du comité de discipline condamnant le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou imposant une amende à celui-ci peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective selon le montant en cause et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour.»

11. L'article 262 dudit Code, modifié par l'article 32 du chapitre 80 des lois de 1975, est de nouveau modifié par l'insertion dans la deuxième ligne du second alinéa, après le mot «alinéa», de ce qui suit: «ou dans une disposition au même effet d'une loi constituant une corporation professionnelle ou d'une loi modifiant une telle loi constitutive».

12. L'article 10*a* de la Loi du Barreau (1966/1967, chapitre 77), édicté par l'article 6 du chapitre 44 des lois de 1973 et modifié par l'article 5 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe 7, de ce qui suit: «ordinaire du Conseil général prévue au paragraphe 1 de l'article 11» par ce qui suit: «gé-

9 of chapter 80 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(*a*) establish rules for the carrying on of its business, the administration of its property and the remuneration of its members, and determine the offices within the corporation whose holders shall not be dismissed except in accordance with section 83*a*;”.

10. Section 153 of the said Code is amended by replacing the third paragraph by the following:

“A decision of the committee on discipline condemning the complainant or the respondent to costs or imposing a fine on the respondent may, in default of voluntary payment, be homologated by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions, having regard to the amount involved, and such decision shall become executory as a judgment of that Court.”

11. Section 262 of the said Code, amended by section 32 of chapter 80 of the statutes of 1975, is again amended by inserting in the second line of the second paragraph, after the word “paragraph”, the following: “or in a provision to the same effect of an act incorporating a professional corporation or an act amending such incorporating act”.

12. Section 10*a* of the Bar Act (1966/1967, chapter 77), enacted by section 6 of chapter 44 of the statutes of 1973 and amended by section 5 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words “regular meeting of the General Council provided for in subsection 1 of section 11” in the third, fourth and fifth lines of subsection 7 by the following:

nérale annuelle prévue à l'article 101 du Code des professions».

13. L'article 13 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 14 des lois de 1972, l'article 8 du chapitre 44 des lois de 1973 et l'article 6 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par la suppression du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1;

b) par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3, des mots «d'éthique professionnelle» par les mots «de déontologie».

14. L'article 29 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots «au cours des sept premiers jours de mai» par ce qui suit: «entre le 20 avril et le 10 mai».

15. L'article 34 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 44 des lois de 1973 et l'article 8 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1, des mots «dans les sept premiers jours de mai» par ce qui suit: «entre le 20 avril et le 10 mai».

16. L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 92 du chapitre 14 des lois de 1972, est de nouveau modifié par la suppression du sous-paragraphe *e* du paragraphe 2.

17. L'article 52 de ladite loi, remplacé par l'article 23 du chapitre 44 des lois de 1973, est modifié par l'addition à la fin du paragraphe *c*, après le mot «provinciale», de ce qui suit: «ou, selon le choix du candidat, l'examen prévu au paragraphe *e* de l'article 45».

“annual general meeting provided for in section 101 of the Professional Code”.

13. Section 13 of the said act, amended by section 92 of chapter 14 of the statutes of 1972, by section 8 of chapter 44 of the statutes of 1973 and by section 6 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by striking out paragraph *e* of subsection 1;

(b) by replacing the words “professional ethics” in the fourth line of paragraph *a* of subsection 3 by the words “deontology”.

14. Section 29 of the said act is amended by replacing the words “within the first seven days of May” in the second and third lines of subsection 1 by the following: “between 20 April and 10 May”.

15. Section 34 of the said act, amended by section 20 of chapter 44 of the statutes of 1973 and by section 8 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the words “within the first seven days of May” in the second and third lines of subsection 1 by the following: “between 20 April and 10 May”.

16. Section 40 of the said act, amended by section 92 of chapter 14 of the statutes of 1972, is again amended by striking out paragraph *e* of subsection 2.

17. Section 52 of the said act, replaced by section 23 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended by adding after the word “jurisdiction” at the end of paragraph *c*, the following: “or, at the option of the candidate, the examination contemplated in paragraph *e* of section 45”.

18. L'article 90q de ladite loi, édicté par l'article 36 du chapitre 44 des lois de 1973 et modifié par l'article 30 du chapitre 81 des lois de 1975, est remplacé par le suivant:

«**90q.** Lorsque la personne présente, d'après le rapport des trois médecins, un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de la profession, le comité d'inspection professionnelle peut:

(a) si cette personne est membre du Barreau, la radier du tableau ou limiter son droit d'exercer des activités professionnelles;

(b) si cette personne n'est pas membre du Barreau, refuser de l'inscrire au tableau ou permettre qu'elle y soit inscrite et limiter son droit d'exercer des activités professionnelles.»

19. L'article 111 de ladite loi, remplacé par l'article 58 du chapitre 44 des lois de 1973, est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant:

«3. Une décision du Comité de discipline condamnant le plaignant ou l'intimé aux déboursés ou imposant une amende à celui-ci peut, à défaut de paiement volontaire, être homologuée par la Cour supérieure ou la Cour provinciale suivant leur compétence respective selon le montant en cause et cette décision devient exécutoire comme un jugement de cette cour.»

20. L'article 143 de ladite loi, remplacé par l'article 76 du chapitre 44 des lois de 1973, est modifié:

(a) par l'addition à la fin du paragraphe 1, après le mot «Barreau», de ce qui suit: «ou par une section, sur résolution de son conseil, pour des infractions commises à l'intérieur de ses limites territoriales»;

18. Section 90q of the said act, enacted by section 36 of chapter 44 of the statutes of 1973 and amended by section 30 of chapter 81 of the statutes of 1975, is replaced by the following:

“**90q.** Where, according to the report of the three physicians, the person's physical or mental condition is incompatible with the practice of the profession, the professional inspection committee may:

(a) if such person is a member of the Bar, disbar him or restrict his right to engage in professional activities;

(b) if such person is not a member of the Bar, refuse to enter him on the roll, or allow his entry thereon and restrict his right to engage in professional activities.”

19. Section 111 of the said act, replaced by section 58 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended by replacing subsection 3 by the following:

“(3) A decision of the Committee on Discipline condemning the complainant or the respondent to costs or imposing a fine on the respondent may, in default of voluntary payment, be homologated by the Superior Court or the Provincial Court according to their respective jurisdictions, having regard to the amount involved, and such decision shall become executory as a judgment of that Court.”

20. Section 143 of the said act, replaced by section 76 of chapter 44 of the statutes of 1973, is amended:

(a) by adding after the word “Bar” at the end of subsection 1 the following: “, or by a section, on a resolution of its council, for offences committed within its territorial limits”;

b) par l'insertion dans la dernière ligne du paragraphe 2, après le mot « Barreau », des mots « ou une section ».

(b) by adding after the word "Bar" in the last line of subsection 2 the words "or a section".

21. L'article 100 de la Loi du notariat (1968, chapitre 70), modifié par l'article 94 du chapitre 14 des lois de 1972, par l'article 47 du chapitre 45 des lois de 1973, par l'article 64 du chapitre 65 des lois de 1974 et par l'article 59 du chapitre 81 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 12° par le suivant:

« 12° maintenir au moyen d'un registre central un service de renseignements relatifs aux testaments et codicilles ou à leurs révocations reçus en minute par les notaires ou déposés chez eux par des testateurs et déterminer les formalités et les modalités de ce service; ».

21. Section 100 of the Notarial Act (1968, chapter 70), amended by section 94 of chapter 14 of the statutes of 1972, by section 47 of chapter 45 of the statutes of 1973, by section 64 of chapter 65 of the statutes of 1974 and by section 59 of chapter 81 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph 12 by the following:

"(12) maintain, by means of a central register, an information service respecting wills and codicils and revocations thereof executed *en minute* by notaries or deposited with them by testators and determine the formalities and conditions of such service;"

22. L'article 138 de ladite loi, modifié par l'article 79 du chapitre 45 des lois de 1973, est de nouveau modifié par l'addition à la fin, après le mot « notaires », des mots « ou déposés chez eux par des testateurs ».

22. Section 138 of the said act, amended by section 79 of chapter 45 of the statutes of 1973, is again amended by adding at the end after the word "notaries" the words "or deposited with them by testators".

23. L'article 141 de ladite loi, modifié par l'article 81 du chapitre 45 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

23. Section 141 of the said act, amended by section 81 of chapter 45 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

« **141.** Le fait pour l'Ordre de donner des renseignements relatifs aux testaments, codicilles ou révocations de testament reçus en minute par les notaires ou déposés chez eux par des testateurs, n'engage pas la responsabilité de l'Ordre en cas d'erreur ou d'omission. »

"**141.** The giving by the Order of information respecting wills, codicils or revocations of wills executed *en minute* by notaries or deposited with them by testators, shall not engage the responsibility of the Order for mistakes or omissions."

24. L'article 141a de ladite loi, édicté par l'article 62 du chapitre 81 des lois de 1975, est modifié:

24. Section 141a of the said act, enacted by section 62 of chapter 81 of the statutes of 1975, is amended:

a) par l'insertion dans la cinquième ligne du premier alinéa, après le mot «minute», des mots «ou pour dépôt»;

b) par l'insertion dans la première ligne du troisième alinéa, après le mot «minute», des mots «ou pour dépôt».

25. La Loi médicale (1973, chapitre 46) est modifiée par l'insertion, après l'article 19, des suivants:

« **19a.** En outre des devoirs prévus aux articles 85 à 91 du Code des professions, le Bureau doit, par règlement, déterminer des règles relatives:

a) à la formation des personnes autres que des médecins qui désirent exercer l'acupuncture;

b) à l'exercice de l'acupuncture par ces personnes;

c) aux conditions et modalités de l'inscription annuelle de chacune de ces personnes à un registre tenu par le secrétaire de l'Ordre, à la suspension de cette inscription, à son annulation ou au refus de son renouvellement;

d) à l'application des pouvoirs du comité d'inspection professionnelle et des pouvoirs d'enquête du syndicat à l'égard de ces personnes;

e) aux matières sur lesquelles doit avoir porté l'enseignement reçu par les personnes mentionnées à l'article 19b.

Le Bureau doit, avant d'adopter un règlement en vertu du présent article, consulter l'Office des professions du Québec et les organismes représentatifs des personnes concernées.

Une décision prise par le Bureau de suspendre une inscription au registre prévu au paragraphe c du premier alinéa, de l'annuler ou d'en refuser le renouvellement est susceptible d'appel devant le Tribunal des professions dont la décision est définitive et sans appel. Cet appel doit être interjeté

(a) by inserting after the expression "*en minute*" in the fifth line of the first paragraph the words "or received for deposit";

(b) by inserting after the expression "*en minute*" in the second line of the third paragraph the words "or received such an act for deposit".

25. The Medical Act (1973, chapter 46) is amended by inserting after section 19 the following sections:

"**19a.** In addition to the obligations imposed in sections 85 to 91 of the Professional Code, the Bureau shall, by regulation, make rules respecting:

(a) the training of persons other than physicians who wish to practise acupuncture;

(b) the practice of acupuncture by such persons;

(c) the terms and conditions of annual registration of each of such persons in a register kept by the secretary of the Order, and the suspension or cancellation of or the refusal to renew such registration;

(d) the application of the powers of the professional inspection committee and the syndicate's powers of investigation in respect of such persons;

(e) the subjects in which the persons mentioned in section 19b are required to have received instruction.

The Bureau, before adopting a regulation under this section, shall consult the Office des professions du Québec and the bodies representing the persons concerned.

A decision taken by the Bureau to suspend an entry in the register provided for in subparagraph c of the first paragraph, or to cancel or refuse to renew it is subject to appeal before the Professions Tribunal, whose decision is final and without appeal. Such appeal must be lodged within twenty days from

dans les vingt jours de la signification, conformément au Code de procédure civile, de la décision du Bureau à la personne intéressée.

« **19b.** Malgré les paragraphes *a* et *c* du premier alinéa de l'article 19*a*, le Bureau doit inscrire au registre prévu à cet article toute personne qui:

a) en fait la demande écrite avant le 1^{er} janvier 1978;

b) a exercé l'acupuncture au Québec avant l'entrée en vigueur du présent article;

c) est diplômée d'une école d'acupuncture où elle a reçu un enseignement théorique et clinique d'au moins 1,000 heures dans les matières définies par règlement; et

d) subit avec succès les examens déterminés et contrôlés par un comité d'examineurs composé de trois personnes dont une est nommée par l'Office des professions du Québec. »

26. L'article 20 de ladite loi est modifié:

a) par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le chiffre «19», de ce qui suit: «ou conformément à l'article 19*a* »;

b) par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Les pouvoirs conférés à l'Office par les paragraphes *q* et *r* du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions s'appliquent à un règlement adopté en vertu de l'article 19*a* ou du présent article. »

27. L'article 41 de ladite loi, modifié par l'article 76 du chapitre 65 des lois de 1974, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin du second alinéa, du paragraphe suivant:

the service upon the person concerned, in accordance with the Code of Civil Procedure, of the Bureau's decision.

“ **19b.** Notwithstanding subparagraphs *a* and *c* of the first paragraph of section 19*a*, the Bureau must enter in the register provided for in that section every person who:

(a) applies therefor in writing before 1 January 1978;

(b) practised acupuncture in Québec before the coming into force of this section;

(c) is a graduate of a school of acupuncture where he received at least 1,000 hours' theoretical and clinical instruction in the subjects prescribed by regulation; and

(d) passes the examinations determined and controlled by a committee of examiners composed of three persons, one of whom is appointed by the Office des professions du Québec.”

26. Section 20 of the said act is amended:

(a) by inserting after the figure “19” in the fourth line of the first paragraph, the following: “or in accordance with section 19*a*”;

(b) by inserting after the first paragraph the following:

“The powers granted to the Office by paragraphs *q* and *r* of the third paragraph of section 12 of the Professional Code apply to a regulation adopted under section 19*a* or this section.”

27. Section 41 of the said act, amended by section 76 of chapter 65 of the statutes of 1974, is again amended by adding at the end of the second paragraph, the following:

«e) par les personnes exerçant l'acupuncture conformément aux règlements édictés en vertu des articles 19a ou 20.»

28. L'article 16 de la Loi sur la denturologie (1973, chapitre 50) est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Aucune disposition législative ne peut toutefois être interprétée de façon à empêcher le Bureau de déterminer des normes relatives à la fabrication de prothèses dentaires par un denturologiste dans un règlement adopté conformément au Code des professions.»

29. L'article 43 de la Loi sur la pharmacie (1973, chapitre 51) est modifié par la suppression, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes du second alinéa, de ce qui suit: «à l'élection des membres du Bureau, au droit de vote aux assemblées de l'Ordre et».

30. L'article 16 de la Loi des arpenteurs-géomètres (1973, chapitre 61) est modifié par la suppression du second alinéa.

31. Les articles 2, 3 et 18 ne s'appliquent qu'à un examen médical requis après le 1^{er} septembre 1977.

L'article 5 ne s'applique qu'à une élection dont la date de clôture du scrutin est postérieure au 31 décembre 1977.

32. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception des articles 12, 14, 15 et 21 à 24 qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 1977.

“(e) by persons practising acupuncture in accordance with the regulations enacted under section 19a or 20.”

28. Section 16 of the Denturologists Act (1973, chapter 50) is amended by adding at the end the following paragraph:

“No legislative provision may, however, be so interpreted as to prevent the Bureau from determining standards relating to the manufacture of dental prostheses by a denturologist in a regulation adopted in accordance with the Professional Code.”

29. Section 43 of the Pharmacy Act (1973, chapter 51) is amended by striking out, in the sixth, seventh and eighth lines of the second paragraph, the following: “the election of members of the Bureau, the right to vote at meetings of the Order and”.

30. Section 16 of the Land Surveyors Act (1973, chapter 61) is amended by striking out the second paragraph.

31. Sections 2, 3 and 18 apply only to a medical examination required after 1 September 1977.

Section 5 applies only to an election in which the closing date of the poll is after 31 December 1977.

32. This act shall come into force on the day of its sanction, with the exception of sections 12, 14, 15 and 21 to 24, which shall come into force on 1 September 1977.